

Brève synthèse sur l'environnement : Menaces et actions

Niveau de mise à jour : janvier 2020, sauf rubriques 2.5 ajoutée 1/2/2021 et 3 amorcée 3/2/2021 (versions préliminaires)

1. Menaces environnementales

1.1 Réchauffement climatique

Principale cause : accumulation de gaz à [effet de serre](#) dans l'atmosphère (gaz carbonique notamment) principalement due à l'utilisation de combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz, lignite) pour la production d'énergie dans le monde (transports notamment terrestres, chauffage, électricité - excepté France -).

Surveillance par le GIEC (Groupe Intergouvernemental pour l'Étude du Climat) depuis 30 ans. Chaque rapport plus alarmiste que le précédent. Jacques Chirac au 4^{ème} Sommet de la Terre en 2002 : « *notre maison brûle et nous regardons ailleurs* ». Peu d'actions concrètes dans le monde. Prise de conscience tardive et très récente.

Rapport GIEC octobre 2018: graves conséquences pour la flore, la faune et l'activité humaine d'ici 2100 si la hausse des températures n'est pas limitée à 1.5 °C. Encore faisable, mais **exige un sursaut mondial**.

Les études scientifiques révèlent : (si rien n'est fait de toute urgence)

- Des maxima à 55°C dans l'est de la France au cours de la seconde moitié du siècle et un record de température presque chaque année dans la dernière décennie ([étude CERFACS](#), 2016-2017). D'où conséquences sur santé, population, couvert végétal, agriculture, économie et migrations internes.
- Dès les prochaines décennies la France sera affectée par des sécheresses de durée et d'intensité jusqu'ici inconnues ([étude Météo-France](#), 2012). D'où grave impact sur la production agricole.
- La « chaleur humide » (+35°C et 100 % d'humidité, mortelle pour l'homme) affectera les zones côtières de la Chine et de l'Inde, ainsi que la grande plaine de Chine à cause de l'irrigation ([étude M.I.T.](#), 2017). D'où conséquences migratoires (débordement en Russie ? propagation à l'ouest ?).

L'alerte des organismes mondiaux :

- La Banque Mondiale estime qu'il y aura 143 millions de migrants climatiques à l'horizon 2050.
- Sur la même période l'[ONU estimerait](#) jusqu'à un milliard de réfugiés climatiques, en comptant les populations fuyant les guerres dues au climat.
- Selon l'ONU, les principales métropoles exposées à un [exode massif](#) sont surtout en Afrique (86%), et dans une moindre mesure en Asie (N.B. : réflexion à mener spécialement pour Europe et France).
- Fin 2018, le **Secrétaire Général de l'O.N.U.** lance un [appel à un sursaut mondial](#) contre le réchauffement climatique et aux citoyens à faire pression sur leurs dirigeants (cf. 15 lignes avant la fin).
- Fin 2018, la présidente du Fonds Monétaire International, Christine Lagarde, [appelle](#) à stopper la course au moins-disant fiscal, faute de quoi « *la colère des peuples pourrait tout emporter* ».

Le syndrome de la grenouille ? : jetée dans une casserole d'eau brûlante, elle s'échappe ; déposée dans une casserole d'eau lentement chauffée, elle réalise mal ce qui arrive, reste sur place et finit par mourir.

1.2 Effondrement de la biodiversité

Principales causes : réduction par l'homme des espaces naturels (forêts massacrées, artificialisation des sols), stérilisation de l'humus par l'agriculture chimique, pêche outrancière, chasse et braconnage, pollution.

Cri d'alarme : de source Assemblée Nationale - Sénat ([note scientifique n°10](#) de l'OPECST, Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques) : **une 6^{ème} extinction de masse ?**

Des chiffres révélateurs :

- 83% des mammifères et 50% des plantes ont été perdus sur Terre durant les deux derniers siècles.
- [Une 6^{ème} extinction de masse](#) serait en cours. En seulement 44 ans, [60 % des vertébrés](#) ont disparu.
- Sur 100% des mammifères actuels : 60% d'élevage, 4% sauvages (8% en 1900) et 36% humains.
- [80 % des insectes](#) disparus en Europe ; en Allemagne (berceau de la chimie) 75 % des insectes ailés disparus en 30 ans ; en France [un tiers des oiseaux](#) ont disparu des zones agricoles (Ministère TE&S) ; sans parler de l'effondrement des abeilles. Quid de la pollinisation, clé de la chaîne alimentaire ?
- Nombre de variétés de blé existaient, gage de résilience (maladies, accidents climatiques). La moindre [variabilité génétique](#) (sélection par les semenciers) pourrait être source de vulnérabilité alimentaire.

Alerte risque alimentaire : Le premier rapport mondial sur la biodiversité (576 pages) concernant l'agriculture et l'alimentation, élaboré par [la FAO lance l'alerte](#) sur la chute de la biodiversité qui pourrait [compromettre gravement l'alimentation humaine](#).

Premier rapport mondial sur la biodiversité, élaboré par l'IPBES : Le [summary for polycymakers](#) (40 p., en anglais) et le [communiqué de presse](#) associé (15p., en français) font état d'un [« dangereux déclin de la nature, avec un taux d'extinction des espèces sans précédent, et qui s'accélère »](#).

1.3 Pollution omniprésente

[48.000 morts/an](#) (décès avancés) en France (2500 à Paris) par la pollution de l'air (particules fines...).

Sans oublier les pollutions de l'eau (polluants chimiques industriels, agricoles), de la mer (déchets chimiques, hydrocarbures, plastiques ingérés par les poissons), du sol (polluants industriels, agricoles), de l'alimentation (perturbateurs endocriniens).

2. L'Europe face aux menaces environnementales

Le **changement climatique** et la **chute de la biodiversité** ignorent les frontières. La **raréfaction des ressources** aussi. Le succès de la lutte contre ces changements dépend d'une **action coordonnée** entre les États. La prévention des changements dangereux est une des grandes priorités de l'Union européenne. En Europe, l'UE **coordonne la lutte** en fixant des objectifs communs, en obtenant les engagements des états membres sur leur part d'objectif, en soutenant financièrement la transition et en ajustant la réglementation pour converger vers ces objectifs. L'Europe ne ménage pas ses efforts pour réduire massivement ses émissions de gaz à effet de serre, tout en encourageant d'autres nations et régions à faire de même.

2.1 Objectifs de l'Union Européenne (U.E.)

Exemple sur le climat (année de référence 1990) :

- Réduction des **émissions de gaz à effet de serre** : 20 % en 2020, 40 % en 2030 et 80 à 95 % en 2050
- **énergies renouvelables** dans la consommation totale : 20 % en 2020, 27 % en 2030 et plus en 2050
- Augmentation de l'**efficacité énergétique** : 20 % en 2010 et 27 % en 2030
- En renforçant son efficacité énergétique et en réduisant ses émissions de carbone, l'Union européenne pourra également stimuler son économie, créer des emplois et renforcer sa compétitivité.

2.2 Actions de l'U.E. pour ces objectifs

2.2.1 Par le soutien financier

- Au moins 20 % du budget de l'U.E. - soit **180 milliards d'euros** - devraient être consacrés à la protection du climat. Ce soutien vient s'ajouter aux fonds provenant des différents États membres de l'U.E.
- L'U.E. finance des projets de démonstration dans le domaine de l'énergie à faibles émissions de carbone grâce à la vente de certificats d'émission. Il s'agit notamment de technologies visant à capturer le gaz carbonique émis par les centrales électriques et d'autres installations industrielles et à le stocker dans le sol (piégeage et stockage du gaz carbonique).
- Par le programme LIFE finançant des projets en faveur de l'environnement et de l'action pour le climat, doté d'un budget de 243 M€.
- Par le programme Horizon 2020 pour la recherche et l'innovation, doté de 80 Mds€ répartis sur 7 ans (2014-2020), l'U.E. finance de nombreux domaines contribuant à la lutte contre les changements environnementaux et à l'atténuation de leurs effets néfastes, par ex. : technologies futures 2.7 Mds€, santé et bien-être 7.5 Mds€, sécurité alimentaire et exploitation durable des ressources biologiques 3.8 Mds€, énergie durable 5.9 Mds€, mobilité verte et intégrée 6.3 Mds€, action climatique environnement et efficacité des ressources et matières premières 3.1 Md€).

2.2.2 Par la réglementation

- Le [système d'échange de quotas d'émission de l'U.E.](#) est le principal outil pour réduire, au moindre coût, les gaz à effet de serre émis par l'industrie.
- La [directive 2009/31/CE](#) organise la capture et séquestration du CO₂ dans le sol par les états membres.
- Les États membres de l'U.E. sont tenus de soutenir les sources d'[énergies renouvelables](#), telles que l'éolien, le solaire et la biomasse, afin d'atteindre les objectifs en matière d'énergie «verte».
- Les États membres doivent [réduire la consommation énergétique](#) de leurs bâtiments et leurs industries doivent améliorer l'efficacité énergétique d'un large éventail d'équipements et d'appareils électroménagers.
- Les constructeurs automobiles doivent réduire les émissions de CO₂ de leurs [nouveaux véhicules](#).

2.3 Autres actions de l'U.E.

- La [politique agricole de l'U.E.](#) vise à soutenir l'adaptation de l'agriculture aux conséquences du changement climatique sur la biodiversité, les sols et la qualité de l'eau ; elle couvre la qualité des denrées alimentaires, la traçabilité ; elle soutient financièrement les agriculteurs et encourage des pratiques durables et respectueuses de l'environnement.
- La Commission Européenne tient à jour une liste des [matières premières stratégiques pour l'U.E.](#) lui servant à orienter les investissements, négocier les traités, contester les distorsions, afin d'accroître l'indépendance et la sécurité des approvisionnements critiques pour l'économie européenne.

2.4 Coup d'accélérateur fin 2019 : « Pacte Vert pour l'Europe »

- Le 28 novembre 2019, le Parlement de l'Union Européenne adoptait une [résolution](#) qui :
 - déclare l'**Urgence climatique et environnementale**;
 - demande à la Commission, aux États membres et à tous les acteurs mondiaux, et affirme son propre engagement, de prendre d'urgence les mesures concrètes nécessaires pour combattre et contenir cette menace avant qu'il ne soit trop tard;
 - invite instamment la nouvelle Commission de l'U.E. à évaluer pleinement les incidences de toutes les propositions législatives et budgétaires pertinentes sur le climat et l'environnement, et à veiller à ce qu'elles soient pleinement alignées sur l'objectif de limitation du réchauffement de la planète à moins de 1,5 ° C, et qu'elles ne contribuent pas à la perte de biodiversité.
- Le 11 décembre 2019, la nouvelle Commission de l'U.E., présidée par Ursula von der Leyen, diffusait une [communication](#) sur un ambitieux **Pacte vert pour l'Europe** visant la neutralité carbone d'ici 2050, accompagnée d'une [annexe](#) listant 47 actions planifiées pour être engagées la plupart dès 2020 (les plus tardives en 2021).
- Le 12 décembre 2019, le [Conseil Européen](#) prenait acte de cette communication et notamment faisait sien l'objectif de neutralité carbone en 2050 et approuvait l'annonce par la BEI de son intention de soutenir la **mobilité de 1 000 milliards d'euros d'investissements** à l'appui de l'action pour le climat et de la viabilité environnementale au cours de la période 2021-2030.

2.5 En 2020, malgré la pandémie, l'U.E. renforce sa mobilisation

Version préliminaire (01/02/2021) : la création de la présente rubrique 2.5 date d'aujourd'hui même. Relectures croisées imminentes pour retouches et finalisation.

- Le Parlement de l'U.E. adopte le 15/01/2020 une [résolution](#) sur le « Pacte Vert pour l'Europe ».
- La pandémie de Covid-19 se révèle dans toute son ampleur à la fin de l'hiver. Les gouvernements des états de l'U.E. ont leur attention focalisée sur la gestion au jour le jour de la crise sanitaire. A laquelle s'ajoute bientôt la gestion de la crise économique et sociale due aux mesures alternées de confinement et déconfinement dans nombre d'états.
- La Commission Européenne maintient le cap du « Pacte Vert pour l'Europe » malgré la pandémie, tout en accordant une priorité à l'aspect sanitaire (pré-commandes et commandes groupées de vaccins au niveau U.E. avec répartition entre états) et à l'aspect économique, au moyen de financements importants, dont une part significative pour renforcer la résilience de l'économie face aux perspectives de montée des contraintes environnementales.
- Le [budget pluriannuel](#) de l'U.E sur la période 2021-2027 a été fixé à 1824 Mds € , dont **374 Mds € pour les ressources naturelles et l'environnement**. Il comporte un volet de 750 Mds € dénommé « Next Generation E.U. » spécifique pour la relance et la résilience suite au Covid-19, financé par l'emprunt. L'accord sur ce budget pluriannuel a abouti le 17/12/2020 au terme d'un long [processus](#) comprenant plusieurs réunions du [Conseil Européen](#).
- Le Parlement de l'U.E., sous l'impulsion de sa [commission](#) de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire, a adopté le 8/10/2020 une [résolution](#) qui notamment :
 - souligne l'importance des « solutions basées sur la nature » (cf. IPBES : services écosystémiques dont l'absorption de CO2),
 - réhausse l'objectif intermédiaire de réduction d'émissions nettes de CO2 de l'U.E. à **60 % d'ici 2030** (p.33)
 - recommande de prendre désormais en compte les **émissions importées** (p. 31 et p. 43).
- La Commission Européenne a notamment publié en 2020 :
 - [Discours sur l'État de l'Union](#) par la présidente de la Commission, Mme Ursula Von Der Leyen
 - en octobre un [communiqué](#) de presse sur :
 - le [programme de travail 2020](#) (actualisé) de la Commission, avec [planning](#)
 - son [programme de travail 2021](#), avec [planning](#)
- Au cours d'une visio-conférence en janvier 2021 (à laquelle ont assisté plusieurs membres de l'équipe de la « Bibli »), M. Pascal Canfin, président de la commission du Parlement Européen sur l'environnement, la santé publique et la sécurité alimentaire, a annoncé qu'**une douzaine de directives européennes** concernant la lutte contre les désordres environnementaux et le renforcement de la résilience économique de l'U.E. allaient sortir en **juin 2021**.

3. La France face aux menaces environnementales

Rubrique en préparation.



Note : En attendant la disponibilité de cette rubrique dans la prochaine mise à jour, on pourra d'ici-là :

- se reporter directement aux sites ou documents traitant de ce sujet dont les liens internet sont fournis par le référentiel du présent site (rubriques 1 à 10, et notamment la sous-rubrique 1.3).
- provisoirement consulter page suivante l'« historique des actions France et Union Européenne » centré sur la France.

Travaux en cours sur cette rubrique 3 :

01/02/2021 : Lancement de la préparation du contenu de la présente rubrique.

02/02/2021 : Collecte à titre préparatoire de 38 liens (choix à affiner) et mentions ajoutés in-fine.

03/02/2021 :

- Rubrique « 3.1 Avant le rapport du GIEC » : disponible en version préliminaire.
 - Rubrique « 3.2 Depuis le rapport du GIEC » : partiellement disponible en version préliminaire.
- Mise en ligne (version préliminaire) et appel aux relecteurs : visée entre le 5 et le 10 février
- Mise en ligne de la version finalisée : visée entre le 10 et le 15 février.

3.1 Actions antérieures au rapport du GIEC sur le réchauffement à 1.5°C

(version préliminaire)

- La France a été très tôt un champion de l'électricité sans émission de CO₂ : d'abord grâce à l'hydro-électricité (création d'EDF et équipement des massifs montagneux au sortir de la seconde guerre mondiale), ensuite grâce à son engagement ferme sur l'électro-nucléaire dès les années 1960.
- La France a participé au [GIEC](#) (pour le climat) et à l'[IPBES](#) (pour la biodiversité) dès leur création. Dès 2002, le président Jacques Chirac lançait à l'ouverture du « Sommet de la Terre » à Johannesburg sa célèbre [phrase](#) « notre maison brûle et nous regardons ailleurs ».
- Les Pouvoirs Publics ont longtemps tardé à traduire cette prise de conscience émergente en actes très forts de lutte contre le changement climatique annoncé ¹. Cependant un [ministère](#) de l'environnement a été créé dès 1971 et a perduré sous différentes appellations dans les Gouvernements successifs jusqu'à l'actuel [Ministère de la Transition Ecologique](#). Sous l'impulsion de ces ministères successifs, un important [réseau](#) d'établissements publics oeuvrant dans le domaine de l'environnement a été développé. Parmi ceux dont des documents sont fréquemment référencés dans la présente « Bibliothèque de liens » citons : l'[ANSES](#), l'[ANDRA](#), le [BRGM](#), le [CEREMA](#), le [CEA](#), l'[IRSN](#), l'[IFREMER](#) ², [Météo-France](#), le [MNHN](#), l'[OFB](#), l'[ONE](#), l'[ADEME](#), les [Agences de l'Eau](#).

Ce réseau est un acquis important pour l'avenir, dans la période charnière actuelle où il est clair que la lutte contre les désordres environnementaux va devoir s'amplifier et aller crescendo.

- Dans la période antérieure à la publication du rapport du GIEC sur le réchauffement climatique à 1.5°C, la mesure la plus emblématique de l'accélération de la préoccupation environnementale des Pouvoirs Publics, particulièrement sur la question climatique et énergétique, a été la [Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte \(LTECV\)](#), élaborée à la même époque que l'organisation de la [COP21](#) par la France, qui allait aboutir à « l'[Accord de Paris](#) » ; un [texte](#) par lequel 195 pays se sont engagés à maintenir le réchauffement climatique entre 1.5°C et 2°C d'ici 2100.
- L'[exposé](#) des motifs de la LTECV date de 2014, la publication de la [loi](#) de 2015. En 2016 le gouvernement en publiait une [présentation](#) détaillée (32p.) et une [fiche](#) de synthèse (4p.)
- Le document actuel sur la [LTECV](#) du site du Ministère de la Transition Ecologique fait ressortir :
 - six objectifs principaux et deux nouveaux outils de pilotage : [SNBC*](#) (Stratégie nationale Bas Carbone) et [PPE*](#) (Programmation Pluriannuelle de l'Energie), * attention : les pages de ces deux liens concernent aussi des éléments plus récents
 - huit mesures phare : rénovation du parc de bâtiments existants, amélioration de la performance énergétique et environnementale des bâtiments neufs, développement des transports propres, lutte contre les gaspillages et promotion de l'économie circulaire, développement des énergies renouvelables, renforcement de la sûreté nucléaire, simplification des procédures et clarification du cadre de régulation, lutte contre la précarité énergétique.

1 A ceci plusieurs causes, qu'on peut résumer - entre autres - à une économie débridée (les états intervenant peu) débouchant sur la mondialisation de l'économie permise par la révolution des moyens de transports grâce à la combustion du pétrole et débouchant finalement sur une consommation compulsive de biens et de services toujours renouvelés, vantés par un marketing agressif omni-présent. Une soif de consommation avivée jusque dans les régions reculées par l'extension mondiale d'internet, qui expose aux yeux de tous un mode de vie souvent envié. Des biens et services dont l'abondance offre aux citoyens-consommateurs l'impression de bien-être (au moins à court terme), aux entreprises (actionnaires et salariés) des perspectives florissantes, et qui a conduit à longtemps diviniser une croissance aveuglante dans les milieux dirigeants (politiques et entrepreneuriaux) et longtemps aussi chez les citoyens-électeurs. Cette brève description montre qu'on est en présence d'un système économico-politique auto-stable et qu'il est donc difficile de le faire sortir de sa trajectoire spontanée. Ceci même à l'approche d'un écueil mortel, tant que cet écueil n'est pas assez proche pour qu'une proportion suffisante de la population mondiale ait pris assez conscience du danger (pour elle-même et ses enfants) pour accepter des changements profonds de son mode de vie, touchant bien des aspects : se nourrir, se loger, se déplacer, travailler et produire, occuper ses loisirs, etc.

2 Le lien ne fonctionne pas/plus (erreur 404 le 3 février à 12h55) ; trouvé comme alternative ce [lien](#) (sans doute provisoire).

3.2 Actions depuis le rapport du GIEC sur le réchauffement à 1.5°C (version préliminaire)

La période démarre en fait en France un peu avant, le 29 août 2018, avec la [démission-surprise](#), annoncée en direct sur France-Inter, du Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, de surcroît Ministre d'État, Nicolas Hulot ³. Son départ fut diversement commenté. Peut-être l'Histoire lui rendra-t-elle grâce pour un « électro-choc » qui, en France, a probablement attiré un peu plus qu'ailleurs l'attention d'une partie de l'opinion sur l'alerte gravissime résultant du rapport du GIEC... Car en 2019 et 2020 les événements dans le domaine environnemental vont se précipiter en France, mais pas seulement...

3.2.1 Actions de la France à l'international (version préliminaire)

a) Mobiliser l'U.E. sur la question environnementale

Non seulement les événements vont se précipiter en France, mais aussi en Europe. Et les choses paraissent liées. En effet le premier [déplacement](#) à l'étranger de Mme Ursula Von Der Leyen, fraîchement nommée à la tête de la Commission Européenne, fut pour l'Elysée fin juillet 2019. En décembre, la Commission Européenne présentait le « [Green Deal](#) ». On note aussi que l'Elysée réussit à convaincre le directeur général de WWF-France (ONG pour la protection de la nature), M. [Pascal Canfin](#), de participer en bonne place à la liste « Renaissance » lors des élections européennes. M. [Pascal Canfin](#) est aujourd'hui député européen et président de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement Européen. Une commission qui a réussi à faire adopter par le Parlement Européen une [résolution](#) « Urgence Climatique » exhortant la Commission Européenne à des mesures fortes dans le domaine environnemental ; une commission qui dernièrement a réussi à faire adopter par le Parlement Européen une résolution renforçant l'objectif 2030 de limitation des émissions de CO2.

b) Mobiliser sur la protection de la biodiversité

La prise de conscience de la [catastrophe en cours dans le domaine de la biodiversité](#) fut plus tardive que celle du réchauffement climatique d'origine humaine. L'[IPBES](#) (surnommé parfois le GIEC de la biodiversité) n'a en effet été constituée qu'en 2012, presque un quart de siècle après le GIEC. Son premier rapport mondial sur l'état de la biodiversité, qui date de 2019, est encore très récent.

En janvier 2021, une réunion du G7 s'est tenue à Biarritz. Elle donna lieu à une [conférence](#) de presse commune des présidents de la France et du Chili, consacrée au climat, à la biodiversité et aux océans. Il y fut souligné la préoccupation du G7 (présidé par la France cette année) par la menace pour le climat et la biodiversité des incendies ravageant l'Amazonie et annoncé la création d'une alliance internationale pour l'aide à la région, notamment dans le domaine de la reforestation, mais aussi des activités de développement durable tels que l'agroécologie.

³ On comprit peu après la profonde différence de diagnostic sur la situation entre lui et le Président de la République lorsqu'il prit l'image, lors d'une interview, d'un diagnostic d'angine contre un diagnostic de cancer. La comparaison eut pu passer pour un simple « effet de manche » si, moins de six semaines après sa démission, n'était pas sorti le 8 octobre le [rapport](#) du GIEC sur la possibilité de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1.5°C d'ici 2100. A l'évidence, c'était quasiment impossible, vu la mosaïque de pouvoirs politiques sur la planète et vu l'inertie d'un système consumériste en pleine accélération planétaire. Six semaines avant la sortie du rapport, le ministre [savait](#), pour la triple raison de sa sensibilité personnelle à l'écologie mille fois affichée, parce que les scientifiques français du climat participaient aux travaux du GIEC et parce que Météo-France est rattaché à son ministère. Nicolas Hulot [savait](#). Il n'a pas réussi à faire partager son diagnostic - nécessitant probablement des remèdes radicaux - au Président (ou peut-être pas réussi à obtenir son adhésion à de tels remèdes). Il est parti.

Le 4ème **One Planet Summit** sur la biodiversité sous l'égide de l'ONU a été organisé en janvier 2021 à l'Elysée, focalisant l'attention et l'énergie de nombreux pays et institutions sur ce domaine, notamment africains et méditerranéens, pour mettre l'accent - entre autres - sur la reforestation, l'agroécologie, la préservation des aires naturelles. Dans la foulée, la France donnait l'exemple en publiant sa « Stratégie Nationale pour les Aires protégées - 2030 ».

c) Infléchir la vision économique et financière mondiale

Dans le domaine financier, réorienter massivement des investissements dans une optique de développement durable est un enjeu majeur pour réussir la Transition Ecologique (notamment réduire les investissements dans les énergies fossiles au profit des énergies renouvelables, mais ce n'est qu'un aspect parmi beaucoup d'autres). Le Président de la République a fait en janvier 2021 un **discours** très remarqué au Forum Economique Mondial de Davos, plaidant pour une évolution du capitalisme et de l'économie vers une plus grande prise en compte de l'humain, considérant que **l'économie doit être une science morale**, et soulignant que la pandémie l'a rappelé en contraignant à stopper l'économie pour sauver des vies.

3.2.2 Actions des Pouvoirs Publics

- ... rédaction à venir, en s'appuyant notamment sur les dates et liens figurant en fin de document
- ... rédaction à venir, en s'appuyant notamment sur les dates et liens figurant en fin de document

3.2.3 Actions de la société civile et des citoyens (médias, associations...)

- ... rédaction à venir, en s'appuyant notamment sur les dates et liens figurant en fin de document
- ... rédaction à venir, en s'appuyant notamment sur les dates et liens figurant en fin de document

Historique des actions France et U. E. sur le problème environnemental (tableau mis provisoirement ici)

- (xx/xx/1988) Création du GIEC - Adhésion de la France ([Wikipédia](#))
- (02/09/2002) J. Chirac : « [notre maison brûle et nous regardons ailleurs](#) » (sommet de la Terre, Johannesburg)
- (17/08/2015) Loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (S.Royal) (cf. [Wikipédia](#))
- (xx/11/2015) Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) (cf. [Wikipédia](#) et plus récent : [MTES](#))
- (12/12/2015) Organisation COP 21 : « [Accord de Paris](#) » (197 pays signataires) (cf. [Wikipédia](#))
- (27/10/2016) Décret loi pluriannuelle sur l'énergie PPE (cf. [Wikipédia](#)), révisée 2018 suite débat public
- (28/08/2018) : 1er électro-choc sur la prise de conscience dû au [départ fracassant de Nicolas Hulot](#)
- (08/10/2018) : 2ème électro-choc [GIEC - Special Report 1.5°C](#) (cf. [doc. MTES en français](#))
- (17/11/2018) début [mouvement Gilets Jaunes](#) bloquant hausse minime de taxe sur les carburants
- (15/01/2019) [début du GDN](#), (15/01 - 15/03) avec la Transition Ecologique parmi les 4 thèmes
- (25/04/2019) [conférence de presse](#) du Président : création [Conseil de Défense Environnemental](#), annonce création Convention Citoyenne Climat (conclusions à acter par référendums, lois, décrets)
- (06/05/2019) : 3ème électro-choc : [rapport IPBES](#) : biodiversité, 6ème extinction de masse ?
- (15/05/2019) officialisation du [Haut Conseil pour le Climat](#) (cf. [Wikipédia](#))
- (16/05/2019) [rapport Sénat Adapter la France aux dérèglements climatiques d'ici 2050: urgence déclarée](#)
- (23/05/2019) tenue du premier [Conseil de Défense de l'Environnement](#)
- (26/05/2019) élections européennes : N. Loiseau et [P. Canfin](#) (ex-DG WWF) (cf. [Wikipédia](#))
- (26/06/2019) [rapport Haut Conseil pour le Climat](#) (mettre les actes en phase avec les ambitions)
- (09/07/2019) tenue du deuxième [Conseil de Défense de l'Environnement](#)
- (20/09/2019) : 4ème: alerte ONU réchauffement climatique [urgence](#) (23/09: Sommet [Action Climat](#))
- (04/10/2019) [annonce gouv.](#) du début de la [Convention Citoyenne pour le Climat](#) ([son site officiel](#))
- (16/10/2019) : 5ème électro-choc : rappel alerte ONU sur l'[alimentation humaine](#)
- (07/11/2019) tenue du troisième [Conseil de Défense de l'Environnement](#)

Et au niveau Union Européenne :

- (28/11/2019) résolution « [Urgence Climatique et Environnementale](#) » du parlement européen ([traduction](#))
- (11/12/2019) lancement « [Green Deal](#) » par la Commission Européenne : [communiqué](#) + [annexe](#)
- (12/12/2019) objectif U.E. de [neutralité carbone en 2050](#) adopté par le Conseil Européen

Légende :

cinq « électro-chocs » en un an départ Hulot, GIEC 1.5°, ONU aliment., IPBES biodivers., ONU alerte climat, ...	Montée en pression en France Ecouter les citoyens, semoncer l'état, chercher des issues	Actions majeures de l'exécutif création des GDN, HCC, CDE, CCC 3 Conseils de Défense de l'Environnement, et à l'U.E. : urgence clim/env., Green Deal
---	---	---

Points à examiner pour mise à jour (relevé janv.2020, + 2/2/2021 : ajouts ci-dessous sur fond bleuté dont 38 liens)

- [compléter tableau ci-dessus avec points-clé 2020 \(CCC, Cons.déf.envir., PlanRelance, OnePlanetSummit, Strat.nat.air.proteg., etc.\)](#)
- [site « Actions du Gouvernement »](#) cf. les 4 premiers liens de la rubrique « Découvrir... » [Actions](#)
- [loi de programmation pluriannuelle sur l'énergie PPE \(révision 2018\)](#) [Min.T.E.](#) [ViePublique](#) [Décret](#) [Wikipédia](#)
- [loi sur les mobilités \(lister les mesures principales touchant l'environnement\)](#) [Min.T.E.](#) [id.\(mesures clés\)](#) [Loi](#) [Wikipédia](#)
- [loi sur l'alimentation \(lister les mesures principales touchant l'environnement\)](#) [Gouv.](#) [Min.Agri.](#) [Loi](#) [Wikipédia](#) [Que Choisir](#)
- [loi anti-gaspi. & écon. circul.](#) [Min.T.E.](#) [id.\(points clés\)](#) [id.\(gaspi.alim.\)](#) [Loi](#) [DécretsParus](#) [Echéancier](#) [Wikipédia\(écon.circul.\)](#)
- [voir aussi dans la loi Pacte si qqch. concerne l'environnement \(entreprises à mission ?\)](#) [Min.Economie](#) [Loi](#) [Wikipédia](#)
- [Suites CONV. CITOY. CLIMAT et projet de loi climat-résilience](#) [Min.T.E.](#) [Projet de loi](#) [Suivi propos.CCC](#) [ProjetRéféréndum](#)
- [PLAN DE RELANCE](#) (écologie +pts. convergents in cohésion et compétitivité) : [Fr.Relance](#) [Ecologie](#) [Cohésion](#) [Compétitivité](#)
- [Stratégie nationale pour l'hydrogène décarbonée](#)
- [sommet sur la biodiversité \(action à l'international\) et sa protection](#) [One Planet Summit](#) [Stratégie nationale pour les aires protégées](#)
- [dans la nouvelle Commission de l'U.E., très gros potefeuille attribué à la France pour peser](#)
- [signaux plutôt positifs : arrêt \(suspension?\) Montagne d'or, arrêt Europacity \(remplacé par... ?\)](#)
- [signal plutôt négatif : position du Gvt sur l'huile de palme \(Total / usine de La Mède\)](#)
- [signaux négatifs : chasseurs +nombreux \(prix permis\), règles oiseaux contraires règles U.E., néocortinoïdes betteraves sucrières](#)
- [signal peu porteur : fin des plastiques d'emballage à usage unique seulement en 2040 \(et 2025 pour cantines jeunes\)](#)